

ACTUALITE JURIDIQUE
19 JANVIER 2016

ADMINISTRATION/GOUVERNEMENT

A signaler l'arrêté préfectoral portant sur l'organisation de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, ainsi que l'analyse sur le thème : Comprendre le principe du "silence vaut acceptation" et ses exceptions.

BATIMENTS

A signaler la consultation sur 5 projets de décrets d'application de la loi sur la transition énergétique (performance énergétique des bâtiments).

COLLECTIVITES TERRITORIALES/INTERCOMMUNALITE

A signaler le décret modifiant les dispositions réglementaires du CGCT relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil national d'évaluation des normes ; ainsi que l'arrêté préfectoral portant modification des statuts du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de la Seine-Saint-Denis (SITOM93).

CULTURE/COMMUNICATION

A signaler le dossier relatif aux nouvelles ambitions de la presse territoriale.

ELECTIONS/ELUS/PARLEMENT

A signaler la mise à jour du guide publié par l'AMF : Le statut de l'élu(e) local(e).

EMPLOI/RETRAITES

A signaler le rapport sur les enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques.

ENVIRONNEMENT/ENERGIE/EAU/ASSAINISSEMENT

ESPACES PUBLICS

FINANCES

FONCTION PUBLIQUE

A signaler l'article sur la gestion de manière équitable des agents en CDI et des fonctionnaires.

HABITAT/IMMOBILIER/URBANISME

A signaler le rapport relatif à l'expertise de la politique de soutien des innovations dans les services urbains ; ainsi que le bilan chiffré 2008-2014 sur la mise en œuvre du droit au logement opposable.

INDICES/INDEX

JURIDIQUE/JUSTICE

A signaler le décret relatif au montant de l'aide juridictionnelle.

MARCHES PUBLICS/CONTRATS/DSP

A signaler le guide de l'achat public de prestations de communication.

POLITIQUE DE LA VILLE

A signaler la circulaire relative à l'élaboration des conventions interministérielles d'objectifs 2016-2020 - Politique de la ville.

SANTE

A signaler le rapport sur la politique vaccinale.

SOCIETE

TRANSPORTS

A signaler l'arrêté relatif à la signalisation du covoiturage.

DOCUMENTS

ADMINISTRATION/GOUVERNEMENT

Nouveaux textes

- **Arrêté du 4 janvier 2016** (JO du 13 janvier 2016) modifiant l'arrêté du 27 septembre 2013 relatif à la **sécurisation des pièces justificatives de domicile requises pour la délivrance d'un titre d'identité au moyen d'un dispositif électronique propre à garantir l'authenticité**.
- **Arrêté n°2016-0145 du 18 janvier 2016** (BIA du 18 janvier 2016) portant sur l'organisation de la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- ***Comprendre le principe du "silence vaut acceptation" et ses exceptions***, analyse juridique publiée dans la **Gazette des Communes du 18 janvier 2016** :
Le 12 novembre 2015, est entré en vigueur pour les collectivités territoriales et leurs établissements publics, le principe selon lequel le silence de l'administration vaut acceptation (SVA).
Toutes les matières autres que celles qui font l'objet d'une exception expressément prévue entrent dans le champ d'application du principe.
Les administrés peuvent saisir l'administration par voie électronique depuis le 7 novembre dernier pour l'Etat. Ils pourront le faire à partir du 7 novembre 2016 pour les collectivités.

BATIMENTS

Nouveaux textes

- **Arrêté du 31 décembre 2015** (JO du 19 janvier 2016) abrogeant et remplaçant l'arrêté du 5 février 2015 relatif à l'**agrément des modalités de prise en compte des fenêtres parietodynamiques dans la réglementation thermique 2012**.
- **Arrêté du 31 décembre 2015** (JO du 16 janvier 2016) abrogeant et remplaçant l'arrêté du 9 février 2015 relatif à l'**agrément des modalités de prise en compte des fenêtres parietodynamiques dans la réglementation thermique pour les bâtiments existants**.

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- ***Consultation sur 5 projets de décrets d'application de la loi sur la transition énergétique*** (performance énergétique des bâtiments) lancée par le **Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie**, 12 janvier 2016 :

Le public peut déposer des observations par voie électronique sur ce projet de décision **du 13 janvier au 4 février 2016 inclus** à l'adresse mail suivante :
Qc1.Dgaln@developpement-durable.gouv.fr

- **Projet de décret** relatif à l'exemplarité des bâtiments publics
- **Projet de décret** relatif au bonus de constructibilité pour les constructions exemplaires du point de vue énergétique et environnemental
- **Projet de décret** relatif à l'individualisation des frais de chauffage
- **Projet de décret** relatif aux obligations de travaux d'amélioration de la performance énergétique dans les bâtiments existants à usage tertiaire
- **Projet de décret** relatif aux travaux d'isolation en cas de travaux importants de ravalement de façade, réfection de toiture ou d'aménagement de pièces ou parties de bâtiment en vue de les rendre habitables.

COLLECTIVITES TERRITORIALES/INTERCOMMUNALITE

Nouveaux textes

- **Décret n°2016-19 du 14 janvier 2016** (JO du 15 janvier 2016) modifiant les dispositions réglementaires du Code général des collectivités territoriales relatives à la **composition et au fonctionnement du Conseil national d'évaluation des normes** :

Ce décret, dont les dispositions entrent en vigueur le 16 janvier 2016, modifie la partie réglementaire du CGCT pour autoriser la commission centrale de recensement, dans le cadre de l'élection des membres du Conseil national d'évaluation des normes représentant les conseillers régionaux, départementaux, municipaux ou communautaires à décider s'il y a lieu ou non d'organiser le scrutin lorsqu'une seule liste de candidature, jugée conforme, a été déposée. Par ailleurs, le décret simplifie la procédure de traitement des demandes d'évaluation concernant des normes réglementaires en vigueur.

Les autorités exécutives locales disposent d'un droit individuel à saisir le conseil national. Leurs demandes d'évaluation sont adressées par le président du Conseil national d'évaluation des normes aux administrations compétentes de l'Etat qui disposent alors d'un délai de trois mois pour communiquer le résultat de leur analyse.

- **Arrêté n°2016-0131 de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis du 14 janvier 2016** (BIA du 15 janvier 2016) portant **modification des statuts du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères de la Seine-Saint-Denis (SITOM93).**

- **Instruction du Premier Ministre du 18 janvier 2016** (publiée le 18 janvier 2016) relative à l'interprétation facilitatrice des normes applicables aux collectivités territoriales et à l'accompagnement des élus pour leur mise en œuvre.

CULTURE/COMMUNICATION

Nouveaux textes

- **Note d'information du Ministère de la communication et de la culture du 12 janvier 2016** (publiée le 13 janvier 2016) relative au versement de la matrice cadastrale de l'année 2004 aux services départementaux d'archives.

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- ***Les nouvelles ambitions de la presse territoriale***, dossier publié dans la **Gazette des Communes** du 18 janvier 2016 :

Pour la presse territoriale, informer est une mission de service public. Une mission devenue de plus en plus difficile à remplir face à la multiplication des canaux d'information et à la méfiance vis-à-vis de la parole politique. Pour gagner des lecteurs, ou ne pas ne perdre, la presse territoriale investit peu à peu internet. Mais sans trop savoir comment articuler efficacement ce média avec le support papier. Rares sont les collectivités à déployer une véritable stratégie en la matière.

ELECTIONS/ELUS/PARLEMENT

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- **Statut de l' élu(e) local(e)**, mise à jour publiée par l'**Association des Maires de France** le 14 janvier 2016 :

Cette nouvelle mise à jour comprend le nouveau barème de la retenue à la source, les dispositions de la loi du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat, applicables au 1er janvier 2016 (automaticité des indemnités des maires au taux plafond, création d'un régime indemnitaire pour les conseillers communautaires des communautés de communes, crédit d'heures des conseillers municipaux des communes de moins de 3500 habitants, remboursement des frais...).

Ce guide intègre également les nouvelles mesures applicables aux départements, aux régions, à Mayotte, à la Polynésie française et à la Nouvelle-Calédonie.

EMPLOI/RETRAITES

Nouveaux textes

- **Arrêté du 24 décembre 2015** (JO du 17 janvier 2016) relatif à l'inscription par voie électronique sur la liste des demandeurs d'emploi :

Applicable à compter du 1er mars 2016 dans la région Ile-de-France, notamment.

- **Instruction du Ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social du 17 décembre 2015** relative à la mise en œuvre de la convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) entre l'Etat et les Missions locales pour la période 2015-2018 :

Instruction non publiée à ce jour.

Annexe 1

Annexe 2

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- **Rapport d'information sur les enjeux du temps de travail pour la compétitivité, l'emploi et les finances publiques, Sénat, 13 janvier 2016 :**

Si la perspective d'une transformation en profondeur du droit du travail a fait naître de grands espoirs, toute évolution concernant la durée légale du travail semble néanmoins avoir été écartée par le Gouvernement. Exclure des réflexions en cours une dimension aussi essentielle du droit du travail est d'autant plus regrettable que les dérogations à la durée légale du travail envisagées à ce jour ne paraissent pas être à la hauteur des enjeux, en particulier pour favoriser l'emploi dans les plus petites entreprises.

Ce rapport s'attache donc, dans un premier temps, à dresser un bilan objectif de la réduction du temps de travail (RTT) intervenue à la suite des lois «Aubry», puis à mettre en évidence les enjeux inhérents à la durée du travail, en particulier pour la compétitivité et le potentiel de croissance. Dans un second temps, il examine, d'une part, les coûts pour les finances publiques liés à la réduction du temps du travail et, d'autre part, les économies éventuelles pour les administrations publiques pouvant résulter d'une évolution du temps de travail dans la fonction publique.

ENVIRONNEMENT/ENERGIE/EAU/ASSAINISSEMENT

Nouveaux textes

- **Arrêté du 6 janvier 2016** (JO du 14 janvier 2016) relatif aux justificatifs requis pour l'achat de produits phytopharmaceutiques de la gamme d'usages «professionnel».

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- La **proposition de loi visant à favoriser l'ancrage territorial de l'alimentation** a été adoptée, en 1ère lecture, par l'Assemblée Nationale, le 14 janvier 2016.

ESPACES PUBLICS

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- **Projet de décret relatif aux zones à circulation restreinte**, mis en consultation publique (entre le 15 et le 30 janvier 2016) par le **Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie** le 15 janvier 2016.

- **Projet de décret relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux préenseignes** mis en consultation par le **Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie** le 15 janvier 2016 :

Les observations peuvent être déposées par voie électronique sur ce projet de décision du 15 janvier au 09 février 2016 inclus à l'adresse mail suivante :

qv2.qv.dhup@developpement-durable.gouv.fr

FINANCES

Nouveaux textes

- **Loi n°2015-1785 du 29 décembre 2015 de finances pour 2016** (rectificatif publié au JO du 16 janvier 2106).

- **Circulaire du Premier Ministre du 15 janvier 2016** (publiée le 15 janvier 2016) relatif au **soutien à l'investissement public local** :

L'effort de l'Etat en faveur de l'investissement public local se traduit par la mobilisation d'une enveloppe d'un milliard d'euros supplémentaires pour 2016 en faveur des projets portés par les communes et leurs groupements, ainsi que par la progression des ressources et l'extension du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA).

- **Circulaire du Ministère des finances et des comptes publics du 6 janvier 2016** (publiée le 6 janvier 2016) relative à la **taxe annuelle sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement perçue en région Ile-de-France et taxe annuelle sur les surfaces de stationnement perçue au profit de la région d'Ile-de-France - Fixation des tarifs au titre de 2016**

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- ***Une enveloppe de 800 000 euros pour s'initier à l'élaboration du budget - Retour sur expérience de la ville de Grenoble*** publié dans la Gazette des Communes du 18 janvier 2016 :

Renouer le lien avec le citoyen, lui donner le pouvoir d'agir et le sensibiliser à l'importance des finances de la ville, tels sont les objectifs du budget participatif.

Tous les usagers de la ville (habitants ou non) ont pu porter un projet, mais seuls les Grenoblois de plus de 16 ans ont pu voter pour les 19 projets soumis au vote.

FONCTION PUBLIQUE

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- ***Gérer de manière équitable agents en CDI et fonctionnaires***, article publié dans la Gazette des Communes du 18 janvier 2016 :

Avec le CDI, les DRH doivent gérer une nouvelle catégorie pérenne d'agents, hors règles statutaires. Une gestion qui s'apparente à un véritable jeu d'équilibriste pour réussir à offrir à ces agents des perspectives professionnelles tout en respectant le principe d'équité avec les fonctionnaires.

- **Conseil d'Etat, 30 décembre 2015, M. B. c/ Commune de Marseille (n°384308)** : Agent non titulaire démissionnaire à la suite de modifications substantielles de son contrat - Devoir du juge d'apprécier si l'acceptation de la démission doit être requalifiée en licenciement.

- ***Conseil d'Etat, 30 décembre 2015, Syndicat national des médecins de protection maternelle et infantile et autre c/Etat*** (n°388060 et 388061) :

Dans cette décision, le CE a considéré qu'un fonctionnaire ne peut faire l'objet d'une procédure de notation ou d'évaluation que si des dispositions réglementaires applicables à son corps, cadre d'emplois ou emploi le prévoient expressément.

HABITAT/IMMOBILIER/URBANISME

Nouveaux textes

- ***Note technique du Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 7 janvier 2016*** (publiée le 14 janvier 2016) relative à l'institution des servitudes d'utilité publique prenant en compte les dangers des canalisations de transport :

Cette note fixe les modalités de mise en place des servitudes d'utilité publique le long des 50 000 km de canalisations de transport de matières dangereuses existantes implantées en France, afin d'assurer la protection des riverains de ces infrastructures contre les dangers qu'elles présentent.

- ***Avenant n°2 du 22 décembre 2015*** (JO du 16 janvier 2016) à la convention du 28 septembre 2010 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « ville de demain »)

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- ***Expertise de la politique de soutien des innovations dans les services urbains, Conseil général de l'environnement et du développement durable, 11 janvier 2016*** :

La mission relative aux innovations dans les services urbains devait analyser notamment l'ensemble des actions menées au titre du programme "Ville de demain".

Le rapport recommande qu'une politique publique nationale prenne en compte les services urbains comme un domaine stratégique d'innovations et d'investissements d'avenir pour faire émerger des innovations emblématiques au niveau international.

Il identifie comme une phase essentielle l'élaboration de projets stratégiques fondée sur des objectifs mesurables, partagés entre tous les acteurs.

Il recommande de soutenir les innovations à la bonne échelle et en situation réelle en prenant en compte trois cadres opérationnels d'action : les services publics urbains, les opérations d'aménagement, les nouveaux services numériques urbains.

Il suggère de renforcer l'action des établissements publics d'aménagement dans la constitution de territoires démonstrateurs d'innovation en matière de services urbains.

Il souligne l'opportunité offerte par les nouvelles dispositions sur les intercommunalités de la loi NOTRe pour mettre en place une action spécifique de soutien à l'innovation dans le domaine des services urbains ciblée sur les villes moyennes et les nouvelles intercommunalités.

Il propose de s'appuyer sur les programmes financés au titre des investissements d'avenir pour valoriser l'approche française de la performance dans les services urbains au sein des organismes internationaux et européens de normalisation qui élaborent un ensemble de standards dans le domaine des villes durables et connectées.

Il recommande enfin que soit poursuivi une évaluation des enjeux spécifiques relatifs à la propriété, à l'accès et au traitement des données publiques et privées afin de contribuer à l'élaboration d'une doctrine française sur les "informations urbaines d'intérêt général".

- ***Bilan chiffré 2008-2014 sur la mise en œuvre du Droit au logement opposable***, rapport établis par le Haut comité pour le logement des personnes défavorisées et le Comité de suivi du Droit au logement opposable (Dalo) et remis à la Ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité le 12 janvier 2016 :

Ce bilan montre que la loi :

- produit des effets, puisque 112 709 bénéficiaires du droit au logement ont été relogés depuis sa mise en place, soit près de 16 000 personnes chaque année, ce chiffre étant en constante augmentation ;
- mais peine encore à s'appliquer dans certaines régions très tendues puisque 60 000 ménages restent à reloger à ce jour. Ils sont principalement répartis dans une quinzaine de départements, dont 8 en Ile-de-France, 3 dans la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA), les autres étant dans la Haute-Garonne, le Rhône, l'Hérault et la Gironde.

- ***Conseil d'Etat, 30 décembre 2015, Société Polycorn c/ Etat*** (n°383264) :

Retrait d'un permis de construire - La décision doit être motivée et précédée d'une procédure contradictoire.

INDICES/INDEX

Nouveaux textes

- ***Avis relatif aux index nationaux du bâtiment, des travaux publics et aux index divers de la construction*** (référence 100 en 2010) et à l'***indice de réactualisation des actifs matériels dans la construction d'octobre 2015*** (JO du 16 janvier 2016).

- ***Avis relatif à l'indice de référence des loyers du quatrième trimestre de 2015*** (loi n°2008-111 du 8 février 2008) (JO du 15 janvier 2016).

JURIDIQUE/JUSTICE

Nouveaux textes

- ***Décret n°2016-11 du 12 janvier 2016*** (JO du 13 janvier 2016) relatif au **montant de l'aide juridictionnelle** :

Ce décret fixe à 3 le nombre de tranches de la modulation géographique de l'unité de valeur, au lieu de 10 actuellement. Il fixe à 2 le nombre de tranches d'aide juridictionnelle partielle, au lieu de 6 actuellement.

MARCHES PUBLICS/CONTRATS/DSP

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- ***Nouvelles règles des marchés publics (8ème point) - La réécriture des modalités de passation***, publié dans la Gazette des Communes du 18 janvier 2016 :

Les commandes à moins de 25 000€ HT sont des marchés publics soumis à un degré de publicité adéquat, variant selon l'objet du marché et la taille du pouvoir adjudicateur. Un acheteur peut limiter le nombre de lots et peut se dispenser de réunir, en cas d'urgence impérieuse, une commission d'appel d'offres.

- ***Guide de l'achat public de prestations de communication, Observatoire économique de l'achat public***, 12 janvier 2016 :

Les annexes à ce guide :

- Exemple de cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dans le cadre d'un marché à « bons de commande »
- Bordereau de prix unitaire

- ***Conseil d'Etat, 6 janvier 2016, Société Eiffage Construction Alsace Franche-Comté et autre c/ Centre hospitalier de Belfort Montbéliard (n°383245)*** :

Dans cette décision, le CE a rappelé que l'indemnisation du titulaire d'un marché à forfait ayant rencontré des difficultés en cours d'exécution est soumise à conditions.

POLITIQUE DE LA VILLE

Nouveaux textes

- ***Circulaire du Premier Ministre du 12 janvier 2016*** (publiée le 12 janvier 2016) relative à l'élaboration des conventions interministérielles d'objectifs 2016-2020 - Politique de la ville.

SANTE

Nouveaux textes

- ***Arrêté du 13 janvier 2016*** (JO du 19 janvier 2016) modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics.

- ***Arrêté du 13 janvier 2016*** (JO du 19 janvier 2016) modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics.

- ***Arrêté du 8 janvier 2016*** (JO du 13 janvier 2016) modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics.

- ***Arrêté du 8 janvier 2016*** (JO du 13 janvier 2016) modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics.

- ***Arrêté du 8 janvier 2016*** (JO du 13 janvier 2016) modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics.

- ***Arrêté du 7 janvier 2016*** (JO du 15 janvier 2016) modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics.

- **Arrêté du 7 janvier 2016** (JO du 15 janvier 2016) modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques agréées à l'usage des collectivités et divers services publics.
- **Arrêté du 24 décembre 2015** (JO du 19 janvier 2016) supprimant le modèle du formulaire «couverture maladie universelle - demande de protection de base».
- **Arrêté du 23 décembre 2015** (JO du 19 janvier 2016) fixant le modèle du formulaire «Déclaration d'accident du travail ou d'accident de trajet».
- **Arrêtés de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France du 8 janvier 2016** (BIA du 13 janvier 2016) relatifs à l'organisation du service d'urgence de nuit des officines de pharmacie de la Seine-Saint-Denis du 1^{er} février 2016 au 31 janvier 2017 ; et à l'organisation du service de garde les dimanches et jours fériés des officines de pharmacie de la Seine-Saint-Denis.

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- **Rapport sur la politique vaccinale**, Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits de la femme, 14 janvier 2016 :

Ce rapport vise à préciser les suites à donner à l'avis du Haut conseil de santé publique (HCSP) de septembre 2014 concernant la vaccination sur les principes de l'obligation vaccinale et de la levée des obstacles financiers à la vaccination. Il décrit différents scénarios relatifs à la levée ou au maintien d'obligations vaccinales et présente notamment les impacts organisationnels et financiers liés aux différentes options.

SOCIETE

Nouveaux textes

- **Loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015** relative à l'adaptation de la société au vieillissement (rectificatif publié au JO du 16 janvier 2016).

TRANSPORTS

Nouveaux textes

- **Arrêté du 8 janvier 2016** (JO du 17 janvier 2016) relatif à la signalisation du covoiturage.
- **Arrêté du 4 janvier 2016** (JO du 15 janvier 2016) fixant les dates de commencement et de fin de l'expérimentation de la circulation inter-files :
Cet arrêté fixe les dates de commencement et de fin de l'expérimentation de la circulation inter-files prévue par le décret du 23 décembre 2015 portant expérimentation de la circulation inter-files. La circulation inter-files est expérimentée du 1^{er} février 2016 au 31 janvier 2020.